



**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES
(C.C.P)**

**MAPA
Marché de travaux
N°01-2025**

**« MARCHÉ DE FOURNITURE ET POSE DE MENUISERIES INTÉRIEURES ET FAUX
PLAFONDS »**

Dénomination du Maître d'ouvrage:

**UNION IMMOBILIERE des ORGANISMES de SÉCURITE SOCIALE
(U.I.O.S.S.) de la MARNE
14, rue du Ruisselet
51000 REIMS**

**Le pouvoir adjudicateur (maître d'ouvrage) est représenté par :
Madame la Directrice de l'UIOSS de la Marne,
Sandrine LORNE**

DATE ET HEURE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS

Le vendredi 28 février 2025 à 11h00

Procédure Adaptée passée en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123 – 4 à 6, R.2131-12 et 13, R.2131-18 du code de la commande publique.

En application des dispositions prévues à l'article R2132-7 du Code de la commande publique, les documents requis des candidats (documents relatifs à la candidature et les documents relatifs à l'offre) sont transmis par voie électronique. Les différents échanges et communication en cours de procédure interviennent également par voie électronique.

Aucune transmission par voie papier n'est autorisée pour cette consultation
Aucune transmission sur support physique électronique n'est autorisée pour cette consultation
Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des documents par voie électronique à l'adresse suivante :
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

SOMMAIRE

Article 1 -	OBJET DU MARCHÉ– DISPOSITIONS GENERALES.....	4
1.1	Objet du marché	4
1.2	Allotissement.....	4
1.3	Forme du marché et durée de validité des offres	4
1.3.1	VARIANTES	5
1.3.2	BONS DE COMMANDE	5
1.3.3	CLAUDE D'ADHESION	5
Article 2 -	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	5
Article 3 -	DUREE DU MARCHÉ.....	6
Article 4 -	DÉFINITION DES BESOINS	7
Article 5 -	VISITE OBLIGATOIRE.....	8
Article 6 -	INTERVENTIONS SUR LES OUVRAGES.....	8
Article 7 -	QUALITE DES MATERIAUX	10
Article 8 -	CONFORMITE AVEC LES REGLEMENTATIONS.....	10
Article 9 -	CLASSEMENT AU FEU – PROCES-VERBAUX – CONTROLE TECHNIQUES	10
Article 10 -	PROTECTION ET NETTOYAGE	11
Article 11 -	DELAIS ET EXECTION DES TRAVAUX	11
11.1.1	Bons de commandes et Ordres de service	11
11.1.2	Exécution des travaux	11
Article 12 -	CONTENU DES OFFRES.....	12
Article 13 -	INTERVENANTS	12
13.1	CONDUITE D'OPERATION	12
13.2	MAITRISE D'OEUVRE	12
13.3	AUTRES INTERVENANTS	12
Article 14 -	CLAUDE ENVIRONNEMENTALE.....	12
Article 15 -	CLAUDE DE NON EXCLUSIVITE	12
Article 16 -	MODALITÉS DE REGLEMENT	13
16.1	Modalité de paiement.....	13
16.2	Délais de paiement	13
Article 17 -	CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ.....	14
17.1	Forme du prix	14
17.2	Contenu des prix.....	14
17.3	Mois d'établissement des prix	15
17.4	Révision des prix	15
17.5	Avances	16
17.5.1	Conditions de l'avance	16
17.5.2	En cas de sous-traitance	16
17.5.3	Conditions de remboursement	17

17.6	Acompte.....	17
17.7	Nantissement/cession de créances.....	17
17.7.1	Conditions.....	17
17.7.2	Notification.....	17
17.7.3	Sous-traitance.....	18
17.8	Retenue de garantie.....	18
17.8.1	Conditions générales.....	18
17.8.2	Substitution de garantie.....	18
17.8.3	Remboursement de la retenue de garantie	19
Article 18 -	<i>PENALITES.....</i>	19
Article 19 -	<i>ORGANISATION, SECURITE ET HYGIENE SUR LE CHANTIER.....</i>	20
19.1	ORGANISATION	20
19.2	SECURITE	20
19.3	ENTRETIEN.....	20
Article 20 -	<i>RECEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES</i>	21
Article 21 -	<i>RESPONSABILITE DU TITULAIRE</i>	21
Article 22 -	<i>OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE.....</i>	21
Article 23 -	<i>ASSURANCES.....</i>	22
Article 24 -	<i>RESILIATION DU MARCHE.....</i>	23
24.1	Cas de résiliation n’ouvrant pas droit à indemnité	23
24.2	Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure	23
24.3	Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure.....	24
Article 25 -	<i>ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DURABLE.....</i>	24
Article 26 -	<i>RÈGLEMENT DES LITIGES</i>	25
Article 27 -	<i>DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....</i>	25

1.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la pose de menuiseries intérieures et faux-plafonds pour les services techniques des organismes l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Marne, de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Marne, de la Caisse d'Allocation Familiale de la Marne et de l'Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales.

Le marché dans le cadre d'un groupement de commandes entre l'UIOSS de la Marne, la CPAM de la Marne, la CAF de la Marne, et l'URSSAF de la Marne, dont le coordonnateur est l'UIOSS de la Marne.

Le présent marché concerne le bâtiment de l'Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Marne sis 14 rue du Ruisselet 51100 REIMS, dans le cadre de la réorganisation des plateaux. **Les travaux principaux relatifs à ce présent marché concernent la fourniture et pose de faux plafonds, de cloisons et menuiseries intérieures pour 9 plateaux de bureaux (environ 500m2 chacun) et paliers attenants (environ 60 m2 chacun). Ces travaux de réorganisation sur le bureau de l'UIOSS sont projetés de 2025 à fin 2027. Un planning prévisionnel de ces travaux est transmis à titre indicatif au présent DCE.**

Une visite est obligatoire afin de prendre connaissance des locaux et de l'approvisionnement nécessaire des matériaux.

Il est à noter que les travaux auront lieu sur des plateaux de bureaux et paliers inoccupés, néanmoins le titulaire interviendra à proximité de plateaux occupés (plateaux voisins, inférieur et supérieur).

Dans ce cadre le Titulaire veillera à ne pas gêner les occupants, assurer la sécurité du chantier (balisages ...) et à réduire au maximum les nuisances sonores, conformément au plan réalisé en accord avec le CSSPS.

Toutefois, les organismes précités seront susceptibles de réaliser d'autres travaux.

1.2 Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti, l'allotissement risquant de restreindre la concurrence ou de rendre l'exécution difficile ou financièrement coûteuse.

1.3 Forme du marché et durée de validité des offres

Le marché est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale et en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123 – 4 à 6, R.2131-12 et 13, R.2131-18 du Code de la commande publique.

Il est soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018, portant règlement sur les marchés des Organismes de Sécurité Sociale, et sauf prescriptions particulières de cet arrêté, aux dispositions législatives et réglementaires relatives aux conditions de passation et d'exécution des marchés publics (code de la commande publique).

Le marché de travaux est de type accord-cadre à bons de commande mono-attributaire en application des articles R2162-2, R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R2162-4, le présent accord-cadre est sans minimum et avec un maximum de 1 000 000 € HT.

Ces montants sont estimatifs, aucune indemnisation ne pourra être demandée par le titulaire en cas de surestimation.

Les bons de commandes pourront être émis par l'ensemble du groupement.

La durée de validité des offres est de cent vingt jours (120). Le soumissionnaire restera engagé par sa proposition jusqu'à l'expiration dudit délai.

1.3.1 VARIANTES

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.3.2 BONS DE COMMANDE

Les bons de commande pourront être adressés pendant les jours et heures ouvrables, durant toute la durée de validité du marché, par courriel.

Le titulaire devra accuser réception dans le délai maximum de 2 jours par renvoi en email du bon de commande portant la date et l'heure de réception. L'accusé de réception du pouvoir adjudicateur fera foi en cas de contestation.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire
- la date et le numéro du marché
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser
- les délais d'exécution
- les lieux d'exécution des prestations
- le montant du bon de commande

1.3.3 CLAUSE D'ADHESION

Le simple fait de soumissionner par les candidats équivaut à accepter l'ensemble des clauses et des pièces du présent marché, sans pouvoir en modifier ni le contenu, ni la portée.

Ces mêmes clauses prévalent sur tout autre document ou contrat type émanant du titulaire du marché.

Article 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations juridiques, administratives et financières des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans les cahiers des clauses particulières (CCP) et leurs annexes éventuelles.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, il établit l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché suivant :

- 1 - L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières ;
- 2 - Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et ses annexes éventuelles ;
- 3 - Le planning général prévisionnel d'exécution des travaux ;
- 4 - Le cadre de réponses valant mémoire technique du titulaire ;

- 5 - L'attestation de visite obligatoire ;
- 6 - Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.

Pièces générales non jointes réputées connues par le titulaire :

- Le Code de commande publique,
- Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus ;
- Le CCAG applicable aux marchés de travaux issus de l'arrêté du 30 mars 2021 paru au JO le 1er avril 2021 sous réserve des dispositifs auxquels il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine au présent CCAP,
- Le NF DTU qui précise les conditions techniques de bonne exécution des ouvrages,
- Les normes françaises en cours ou toutes autres normes jugées équivalentes qui transposent les normes européennes.

Les stipulations des documents contractuels sus énoncés expriment l'intégralité des obligations des parties. Ces clauses prévalent sur celles qui figureraient sur tous les documents adressés par le candidat lors de sa réponse à ce présent marché, y compris d'éventuelles conditions générales de vente.

De même, le titulaire du marché ne peut faire valoir, au cours de l'exécution du marché, aucune nouvelle condition générale ou spécifique

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

L'original de chacun de ces documents, conservé par l'UIOSS de la Marne, fait seule foi.

Les documents suivants seront, en outre, rendus contractuels:
L'acte contractuel de confidentialité.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

Article 3 - DUREE DU MARCHE

Le marché est passé pour une période ferme de 12 mois à compter 1^{er} avril 2025 ou à la date de réception de la notification si cette dernière est ultérieure.

Cette période initiale est reconductible tacitement pour 2 périodes de 12 mois chacune, dans la limite de 36 mois.

Le titulaire ne peut s'y opposer.

Dans le cas où le coordinateur de groupement de commande décide de ne pas reconduire le marché, il en informera par écrit le titulaire du marché au plus tard 3 mois avant la fin de la période en cours d'exécution.

Le présent marché peut faire l'objet de la mise en œuvre d'un marché par notre organisme national ou par notre structure régionale, susceptible d'intervenir à tout moment dans la durée du marché, reconductions comprises.

Dans cette hypothèse, l'organisme se réserve le droit de mettre fin au présent marché à tout moment avec un préavis de deux (2) mois. Le titulaire ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Article 4 - DÉFINITION DES BESOINS

Ce marché s'exécutera sous forme de bons de commandes.

Les fournitures devront être conformes aux normes prévues par les textes en vigueur.
Chaque fourniture porte l'estampille ou l'étiquette précisant la norme appliquée.

Le titulaire devra impérativement communiquer le procès-verbal (PV) relatif à la fourniture, lors de la réception des travaux (exemple : PV portes coupe-feu). En cas de non transmission des documents, une pénalité sera appliquée par manquement constaté.

IMPORTANT :

Le bâtiment de l'UIOSS de la Marne est concerné par la présence d'Amiante.

Le Dossier Technique Amiante, est un document consultable et sera présenté uniquement au Titulaire du marché. En complément une stratégie amiante du site de l'UIOSS devra être consultée sur demande, par les candidats afin de permettre le chiffrage et la prise en compte pour la réalisation des travaux.

Pour la réalisation de ces travaux, le titulaire devra obligatoirement justifier de sa formation «Amiante» en intervention en sous-Section 4 et de ces procédures d'intervention prévues en correspondance.

Les candidats joindront à leur offre une documentation sur les produits et les matériels indiqués dans le bordereau de prix unitaire.

Le titulaire est tenu d'informer le pouvoir adjudicateur en cas de modification de références d'un des produits indiqué dans le Bordereau de Prix Unitaires.

Le titulaire devra proposer un produit techniquement et qualitativement équivalent dans un délai de quinze (15) jours ouvrés. Ce changement devra être validé par le pouvoir adjudicateur, pour ce faire, un échantillon sera mis à disposition de l'organisme. Si le produit convient à l'organisme, ce produit pourra être commandé.

Si le produit ne convient pas à l'organisme, le titulaire devra proposer dans un délai de quinze (15) jours ouvrés, un autre article techniquement et qualitativement équivalent à celui indiqué dans le Bordereau des Prix Unitaires.

Les informations devront être communiquées :

- Soit par mail avec accusé de réception à l'adresse suivante:

uioss.cpam-marne@assurance-maladie.fr ;

- Soit par courrier à l'adresse suivante :

UIOSS de la Marne 14 rue du ruisselet 51100 REIMS.

Le titulaire devra informer l'organisme en cas d'indisponibilité des produits, il ne pourra procéder au remplacement uniquement après validation des produits par ce dernier.

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de commander d'autres produits proposés dans le(s) catalogue(s) du titulaire. A ce titre, les candidats devront fournir en plus de leurs offres, un catalogue dématérialisé de leurs produits comprenant les références ou un lien vers un catalogue en ligne, les tarifs et le taux de remise applicable.

Article 5 - VISITE OBLIGATOIRE

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite de du site de l'UIOSS avant la remise de leur offre, s'il souhaite soumissionner.

Lors de cette visite une attestation par site leur sera remise. Les candidats souhaitant soumissionner devront transmettre l'attestation de visite dans leur offre.

Cette visite obligatoire vise à appréhender les locaux du site de l'UIOSS, dont l'approvisionnement nécessaire des matériaux.

Lors des visites, si les candidats constatent toute anomalie, incohérence ou impossibilité technique avec les informations contenues dans le DCE, il prendra soin de signaler au pouvoir adjudicateur, par écrit sur le profil acheteur de l'Organisme, dans les mêmes conditions qu'exposées à l'article 11 du présent Règlement de la Consultation.

Dans le cadre de la réalisation des prestations, les opérateurs économiques devront assister à une visite obligatoire des sites afin d'en évaluer objectivement les difficultés et particularités techniques.

Cette visite est obligatoire. Les opérateurs économiques devront prendre les dispositions nécessaires pour y assister ou s'y faire représenter.

Les visites devront obligatoirement être effectuées selon les modalités suivantes :

Sites	Adresse et information	Contact pour confirmer la visite selon les créneaux proposés
UIOSS de la Marne	16 rue du Ruisselet 51100 Reims (portillon)	<u>Merci de se présenter à l'un des créneaux suivants :</u> ⇒ Le mercredi 12 février 2025 à 9h00 ⇒ Le mercredi 12 février 2025 à 14h00 ⇒ Le mardi 18 février 2025 à 9h00 ⇒ Le mardi 18 février 2025 à 14h00

Article 6 - INTERVENTIONS SUR LES OUVRAGES

Le bâtiment de l'UIOSS de la Marne comporte des éléments contenant de l'amiante, obligeant à réaliser une partie des travaux en sous-section 4, à la charge du titulaire.

Le maître d'ouvrage a prévu de désamianter progressivement ses locaux.

Dans le cadre de ce présent marché le titulaire interviendra majoritairement (95 %) sur des locaux désamiantés partiellement et selon la synthèse de la stratégie amiante déjà élaborée.

L'amiante restante au niveaux des locaux désamiantés partiellement, se localise principalement à chaque étage du bâtiment, au niveau :

- des enduits des voiles et poteaux en béton armé ;
- des plaques fibro au droit des joints structuraux en sous-face de planchers en béton armé.

(une synthèse relative à la stratégie amiante du site de l'UIOSS de la Marne est jointe en annexe)

Le titulaire devra cependant réaliser et présenter ses procédures d'intervention amiante en SS4 dans le cadre de ses travaux, en lien et accord avec l'inspection du travail et le maître d'ouvrage.

Néanmoins, le titulaire du marché pourra intervenir dans ces locaux hors sous-section 4 s'il estime pouvoir effectuer les travaux en évitant les matériaux amiantés, en prenant en compte le Document technique Amiante (DTA) de l'UIOSS, et avec précaution vis-à-vis des matériaux amiantés restés sur place et repérés, ainsi que la stratégie amiante de l'UIOSS de la Marne.

Exemples :

- *perçement des sous-faces des planchers en béton pour la pose des faux-plafonds, en évitant les plaques en fibro amiante, pour la fixation des suspentes ;*
- *perçement des voiles ou des poteaux en béton pour la fixation des rails pour les cloisons en placo plâtre.*

Les interventions en sous-section 4 nécessitent, pour mémoire :

- Evaluation des risques : elle s'appuie sur des mesures d'empoussièrement réalisées dans le cadre de chantier (tests) similaires ou est réalisée à partir d'une grille d'évaluation couramment utilisée dans la profession. Si le candidat ne dispose pas de mesures d'empoussièrement obtenues grâce à un ou des chantiers (tests) similaires, il devra alors procéder à des mesures d'empoussièrement sur opérateurs au cours du présent chantier ainsi qu'à des mesures libératoires
- Rédaction des modes opératoires correspondants (MO) ;
- Transmission des MO au maître d'ouvrage et au CSPS, le cas échéant, pour avis ;
- Transmission des MO aux organismes suivants (OPPBTP-CARSAT-DIRECCTE) ;
- Consultation de la médecine préventive de l'entreprise (les avis seront à communiquer au maître d'ouvrage) ;
- Réalisation de l'intervention par du personnel formé (Encadrement de chantier et opérateur) pour intervenir en sous-section 4 conformément à l'arrêté du 23 février 2012 ;
- Fournir au maître d'ouvrage des attestations de formation/compétence du personnel (Encadrant et opérateurs) intervenant au moment du démarrage de chantier ;
- Réalisation des confinements, mise en œuvre des EPC et des EPI conformément aux MO ;
- Emballage, transport et élimination des déchets conformément à la réglementation ;
- Les bordereaux de suivi des déchets sont à transmettre au maître d'ouvrage.

Le titulaire du présent marché devra confirmer son mode opératoire présentant à minima les points ci-dessous :

- La nature de l'intervention ;
- Les matériaux concernés ;
- La fréquence et les modalités de contrôle du niveau d'empoussièrement du processus mis en œuvre et du respect de la valeur limite d'exposition professionnelle ;
- Le descriptif des méthodes de travail et moyens techniques mis en œuvre ;
- Les notices de poste ;
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs ainsi que celles des moyens de protection des autres personnes qui se trouvent sur le lieu ou à proximité de l'intervention ;
- Les procédures de décontamination des travailleurs et des équipements ;
- Les procédures de gestion des déchets ;
- Les durées et temps de travail.

Article 7 - QUALITE DES MATERIAUX

Les matériaux et les fournitures devront être de première qualité suivant les indications des marques et types demandés au présent CCP et répondre aux caractéristiques des normes françaises et européennes en vigueur. Dans tous les cas où le mot "équivalent", sera employé dans les descriptions, les produits à substituer devront être présentés pour acceptation à l'organisme contractant avant commande et avant mise en œuvre, l'organisme contractant se réservant le droit de refuser tous les matériaux ou produits qui ne lui auraient pas été soumis.

Pour éviter tout retard dans l'avancement du chantier, les entrepreneurs devront prendre leurs dispositions pour faire accepter leurs produits et matériaux dans un délai permettant la livraison à une date compatible avec le délai indiqué dans le devis.

Article 8 - CONFORMITE AVEC LES REGLEMENTATIONS

Les travaux seront exécutés, d'une manière générale, conformément aux spécifications et prescriptions techniques générales, établies par le C.S.T.B dont la plupart a été constitué en D.T.U., plus particulièrement :

- . DTU 25.41 pour les ouvrages en plaques de parement.
- . DTU 36.1 pour les menuiseries en bois.
- . DTU 39 pour les travaux de vitrerie et miroiterie.
- . DTU 58.1 mise en œuvre des plafonds suspendus.

Ces documents indiquent de façon précise:

- Les prescriptions relatives aux qualités des matériaux.
- Les conditions de mise en œuvre des matériaux et les modalités d'exécution des ouvrages impérativement applicables aux travaux du présent devis, sans qu'il soit nécessaire de le préciser à nouveau dans les différents lots.

Sont également applicables aux travaux, les différentes normes AFNOR et d'une manière générale tous les documents techniques et prescriptions diverses valables à la date de remise des prix.

Article 9 - CLASSEMENT AU FEU – PROCES-VERBAUX – CONTROLE TECHNIQUES

Tous les matériaux mis en œuvre devront bénéficier d'un classement au feu correspondant au minimum au classement demandé par le Règlement en vigueur relatif à la protection contre l'incendie dans les constructions, et notamment immeubles de bureaux.

L'entrepreneur sera tenu de fournir les procès-verbaux d'essais visant au classement des matériaux dans une mise en œuvre strictement conforme à celle envisagée sur le chantier.

Tout matériau dont le classement pourrait être douteux ou insuffisant devra être remplacé, aux frais de l'entreprise, par un matériau correspondant au classement souhaité.

Le Titulaire devra fournir tous les documents administratifs aux maître d'ouvrage et au bureau de contrôle technique des travaux.

Article 10 - PROTECTION ET NETTOYAGE

L'entrepreneur devra, en fourniture et pose, la mise en œuvre de tous les équipements permettant d'assurer la protection de ses équipes et des personnels des organismes. Il veillera notamment à baliser la zone de travail, confier aux ouvriers de l'outillage et des matériels adaptés (exemple : échafaudages) nécessaires à l'exécution de ses travaux.

En fin de chantier, tous les décombres et déchets de chantier seront évacués et traités en déchetterie, à la charge du titulaire.

Article 11 - DELAIS ET EXECTION DES TRAVAUX

11.1.1 Bons de commandes et Ordres de service

Les travaux sont exécutés par l'entrepreneur, sous la direction du Maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre le cas échéant, conformément aux ordres de services, plans et dossiers.

Chaque opération fera l'objet simultanément, d'un bon de commande et d'un ordre de service de démarrage des travaux émis par Maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre le cas échéant.

Chaque ordre de service sera accepté et signé des 2 parties (MOA et MOE le cas échéant, et Titulaire).

L'article 3.8 du CCAG travaux sera appliqué.

11.1.2 Exécution des travaux

Les délais d'exécution en prestation de fournitures et pose seront les suivants :

- **Préparation de chantier à réception du bon de commande et commande des fournitures : 6 semaines ;**
- **Démarrage des travaux : dès la fin de la période de préparation de chantier (dès la 7^{ème} semaine) ;**
- **Durée des travaux : en fonction de l'importance du chantier.**

A la suite d'échanges entre le titulaire et le maître d'ouvrage (MOA), un **planning d'exécution des travaux** devra être réalisé par le titulaire.

Ce planning sera validé et signé des 2 parties, et fera fois dans les délais d'exécution des travaux.

Le titulaire devra participer à une réunion de chantier hebdomadaire pour chaque période de travaux avec tous les intervenants.

L'exécution des travaux se fera en coordination avec tout intervenant, notamment avec les techniciens de l'UIOSS ou entreprises extérieures réalisant les travaux y compris le bureau de contrôle technique et le coordonnateur sécurité chantier et coordonnateur sécurité incendie.

Le titulaire devra prendre toutes les dispositions pour créer un minimum de gêne au niveau des usagers lors des travaux.

Article 12 - CONTENU DES OFFRES

Outre, l'exécution des ouvrages proprement dits et définis au présent cahier des clauses techniques, l'entrepreneur aura à sa charge les travaux, les fournitures ou toutes suggestions nécessaires à une parfaite et totale finition des ouvrages, même si ceux-ci ne sont pas explicitement stipulés.

Notamment, il en est ainsi pour la fourniture, la pose des calfeutrements et habillages divers, pour les rebouchages, les scellements de toutes sortes, la pose, les ajustements, mise en jeu, etc...

Article 13 - INTERVENANTS

13.1 CONDUITE D'OPERATION

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même, ou par un maître d'œuvre.

13.2 MAITRISE D'OEUVRE

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même, ou un maître d'œuvre désigné.

12.3 AUTRES INTERVENANTS

- un Contrôleur technique ;
- un Coordonnateur Sécurité protection santé ;
- un Coordonnateur Système de Sécurité Incendie,

seront désignés par le maître d'ouvrage.

Article 14 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Les produits devront être respectueux de l'environnement à travers, notamment des matières premières utilisées, du mode de fabrication, de la gestion des déchets, des rejets dans l'atmosphère, des substances rentrant dans la formulation des produits.

Article 15 - CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

Les organismes se réservent le droit de réaliser des travaux similaires ou de même type, par d'autres entreprises si le titulaire est dans l'incapacité d'honorer la commande qui lui a été passé dans les conditions prévues au présent marché. La différence de coût qui en résultera pourra être à la charge du titulaire défaillant.

Article 16 - MODALITÉS DE REGLEMENT

16.1 Modalité de paiement

La Société adressera une facture détaillée **sur le portail CHORUS PRO de chaque organisme** par bon de commande faisant référence au présent marché de l'UIOSS de la Marne et aux prestations correspondantes établies en un exemplaire et expédiées aux organismes énoncés ci-dessous :

Pour toute correspondance, à l'attribution du marché, les contacts par organisme sont les suivants :

Union Immobilière des Organismes de Sécurité Sociale de la Marne

14 rue du ruisselet

51100 REIMS

uioss.cpam-marne@assurance-maladie.fr ;

Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Marne (CPAM)

Service achats

14 rue du ruisselet

51086 REIMS CEDEX

achats.cpam-marne@assurance-maladie.fr

Caisse d'Allocations Familiales de la Marne (CAF)

Département logistique

202 rue des capucins

51087 REIMS CEDEX

christopher.vicente@caf51.caf.fr

benjamin.santos@caf51.caf.fr

Union de Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales de Champagne Ardenne (URSSAF)

Services Généraux

16 rue du ruisselet

CS 40012

51715 REIMS CEDEX

sophie.tripogney@urssaf.fr; jonathan.genet@urssaf.fr

16.2 Délais de paiement

Le paiement des acomptes mensuels interviendra dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception par le Maître d'œuvre du projet de décompte mensuel, par virement bancaire, établi par l'entrepreneur à condition que ce décompte ne soit contesté ni par le Maître d'œuvre ni par le maître de l'ouvrage.

Conformément au décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, **le paiement du solde interviendra dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception du décompte général définitif par le maître de l'ouvrage. Le décompte général définitif (DGD) sera réalisé par le Titulaire.**

A l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et à l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi 2013-100 du 28/01/2013.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires qui pourront être dus seront calculés sur la base du taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1^{er} jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de huit points de pourcentage.

Article 17 - CONDITIONS FINANCIÈRES DU MARCHÉ

17.1 Forme du prix

Le marché est traité par application d'un prix global et forfaitaire.

Les prix sont révisables.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment de la signature du marché ; toutefois, tout changement dans le taux de TVA qui affecterait le présent marché fera l'objet d'un avenant actant des conditions d'application du nouveau taux en conformité avec les textes légaux.

17.2 Contenu des prix

Pour l'ensemble de ces chiffrages, les prix intègrent :

- L'ensemble des frais de personnel ;
- L'ensemble des frais liés aux travaux dont les travaux en sous-section 4 amiante (à l'appréciation du titulaire pour la réalisation des travaux) ;
- L'ensemble des frais de transport des personnels et des matériaux sur le site d'exécution ;
- Les travaux préparatoires de toutes sortes ;
- L'ensemble des matériels et matériaux nécessaires à la réalisation des prestations, branchements aux réseaux et propreté du chantier ;
- La mise en œuvre et l'outillage nécessaires à la bonne réalisation de l'ouvrage ;
- L'ensemble des frais relatifs à la sécurité et à l'hygiène, au respect de l'environnement et au contrôle qualité ;
- L'ensemble des frais relatifs à la limitation des nuisances pendant la durée des travaux ;
- L'évacuation et le traitement en déchetterie des gravois suivant le schéma de gestion des déchets ;
- Toutes les prescriptions, garanties, sujétions et obligations résultant du marché, y compris les impôts, taxes et redevances de toutes natures, frais d'assurances ;
- Le nettoyage et la remise en état des lieux après intervention.

Et, d'une manière générale, toutes les sujétions accessoires, nécessaires au parfait achèvement des travaux.

En tant que professionnels avertis, les entrepreneurs ne pourront en tout état de cause se prévaloir d'une sous-évaluation des quantités dès lors que cette sous-évaluation révèle une faute de leur part.

Par ailleurs, lors de la consultation du DCE et avant la remise de l'offre, le candidat prendra soin de signaler au pouvoir adjudicateur, par écrit sur le profil acheteur de l'UIOSS de la Marne, accessible à l'adresse : <https://www.marches-publics.gouv.fr>, via l'onglet "Question", toute anomalie ou incohérence qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer, après notification du marché, des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du CCP ou des plans pour justifier une demande de supplément.

Le marché est attribué sur base des prix unitaires mentionnés dans l'offre. Au moment de la rédaction des conditions du présent marché, le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de définir avec précision les quantités dont il aura besoin. En conséquence, les quantités présumées reprises dans le Devis Quantitatif Estimatif (DQE) valant Bordereau des Prix Unitaires (BPU) régissant le présent marché sont à titre purement indicatif, permettant l'analyse des offres, et n'engageant nullement l'UIOSS de la Marne. Dès lors, le titulaire ne pourra réclamer aucune indemnité dans le cas où les quantités présumées ne seraient pas atteintes.

17.3 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques correspondant au mois d'établissement des prix ; ce mois est appelé "mois zéro".

En application de l'article 9.4 du CCAG-Travaux, pour le présent marché, le mois M0 est celui de la date limite de réception des offres tel qu'indiqué dans les documents de la consultation.

17.4 Révision des prix

Les prix du marché seront révisés à l'issue de chaque période de validité, sur la base de la dernière valeur de l'indice connu au mois « n ». Le mois « n » retenu pour chaque révision correspond au mois de la notification du marché. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Le titulaire devra proposer la révision de prix, à l'UIOSS, au moins un mois avant sa prise d'effet.

La personne responsable du marché se réserve la possibilité de résilier, sans indemnité, le marché si la hausse enregistrée par la formule de révision est supérieure à 5% par an.

En application de l'article R 2112-13 du code de la commande publique, les prix seront révisés mois par mois, suivant les décomptes mensuels, au moyen de la formule prévue ci-après, avec une part fixe de 15%.

La valeur « Pn » en règlement d'un acompte du mois « n » s'obtiendra au moyen de la formule suivante :

$$Pn = Po (0,15 + (0,85 \times In / Io))$$

Dans laquelle :

Pn = Prix de règlement

Po = Montant mensuel à la date d'établissement des prix d'un décompte « n », y compris les approvisionnements à cette date.

In : Coefficient lors de l'établissement des prix

Io : coefficient au mois de la révision de prix

0,15 = Partie fixe

0,85 = Partie variable

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Les index utilisés sont les suivants :

BT08 – Plâtre et préfabriqués – Base 2010

BT18a – Menuiserie intérieure en bois – Base 2010

In = Indice BT08 « Plâtres et préfabriqués » / BT18a « Menuiserie intérieure en bois » connu à la date de révision du marché.

Io = Indice BT08 « Plâtres et préfabriqués » / BT18a « Menuiserie intérieure en bois » à la signature du marché.

17.5 Avances

17.5.1 Conditions de l'avance

Conformément aux articles R2191-3 à 5 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance si le montant du marché initial est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution des travaux est supérieur à deux mois.

De la même manière, conformément à l'article R 2191-4 du code de la commande publique, une avance pour les marchés de travaux ne remplissant pas les conditions de montant et de délai visés ci-dessus pourra être versée au cocontractant sous réserve qu'il en formule la demande expresse au maître de l'ouvrage par toute voie probante, ceci, avant tout commencement du règlement des travaux.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

En application de l'article 10.1 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage retient l'option A.

- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, est une PME au sens du code de la commande publique :
 - ❖ le taux de l'avance est fixé à 15 % en application de l'article R.2191-7 du Code de la commande publique modifié par le décret n°2022-1683 du 28 décembre 2022.
- Lorsque l'entrepreneur, ou le membre du groupement le cas échéant, n'est pas une PME au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à :
 - ❖ à 5 % en application de l'article R. 2191-7 du code de la commande publique

En cas de groupement conjoint, les conditions de versement de l'avance sont appréciées au regard de la taille d'entreprise propre à chacun des membres.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément aux articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique.

Cette avance comprendra une "garantie à première demande" de la valeur de l'avance.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance.

17.5.2 En cas de sous-traitance

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-3 du code de la commande publique.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément aux articles R 2193-17 à 21 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance se font dans les conditions des articles R 2191-3 à 5 du code de la commande publique au regard du montant des prestations confiées au sous-traitant tel que cela figure à l'acte d'engagement ou à l'acte spécial.

17.5.3 Conditions de remboursement

Que ce soit le titulaire du marché ou le sous-traitant, les conditions du remboursement de l'avance se font dans les conditions suivantes : par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de solde.

Le remboursement s'impute sur les sommes dues au titulaire quand le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 65% du montant du marché. Dans la mesure du possible, le remboursement s'effectuera en une seule fois.

En tout état de cause, le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant TTC des prestations qui lui sont confiées dans le cadre du marché.

17.6 Acompte

Les demandes d'acompte seront traitées par application des dispositions prévues aux articles R2191-20 à R2191-22 du code de la commande publique.

17.7 Nantissement/cession de créances

17.7.1 Conditions

En cas de cession ou de nantissement, le maître de l'ouvrage remet au titulaire unique ou au groupement solidaire dont les prestations ne sont pas individualisées soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

En cas de groupement conjoint ou encore de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées, et sous réserve que les prestations fassent l'objet d'un paiement séparé, il est remis à chacun des membres du groupement soit une copie de l'original du marché revêtue de la mention « remis en unique exemplaire en vue d'une opération de cession ou de nantissement », soit un certificat de cessibilité conforme au modèle réglementaire.

Dans tous les cas, il est spécifié à l'acte d'engagement ou au certificat, le montant maximum pouvant être nanti ou cédé au profit de l'entreprise unique ou du groupement solidaire, et en cas de groupement conjoint ou de groupement solidaire dont les prestations sont individualisées et payées séparément, au profit de chacun des membres du groupement conjoint.

17.7.2 Notification

Le bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance au titre d'un marché public notifie ou signifie cet acte au comptable assignataire dans les conditions de l'article R313-17 du code monétaire et financier qui procède au règlement auprès du bénéficiaire s'il s'agit d'une cession. En cas de nantissement, le règlement intervient auprès du titulaire sauf si le bénéficiaire du nantissement peut se prévaloir auprès du comptable de l'organisme de l'accord de l'entreprise pour le paiement des prestations dues.

17.7.3 Sous-traitance

En cas de sous-traitance proposée après le dépôt des offres, et ainsi jusqu'à la réception des travaux, le titulaire devra présenter au maître de l'ouvrage l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité qui lui a été remis.

Si le titulaire remet l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le maître de l'ouvrage procède aux modifications nécessaires quant à la stipulation relative au montant maximum de la créance pouvant être cédée ou nantie en adaptant celle-ci au regard des montants de prestations sous-traitées.

Si le titulaire ne peut remettre l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité, le sous-traitant ne peut être accepté sauf si le titulaire remet une attestation du bénéficiaire indiquant que la cession ou le nantissement de créances est d'un montant tel qu'il ne fait pas obstacle au paiement direct de la partie sous-traitée ou bien une attestation du bénéficiaire indiquant que le montant de la cession ou du nantissement a été réduit afin que le paiement direct soit possible, ou bien encore une attestation de main levée du bénéficiaire de la cession.

Conformément à l'article R 2193-22 du code de la commande publique, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées peut céder ou nantir, à concurrence du montant des prestations qui lui sont réglées directement, tout ou partie de sa créance.

17.8 Retenue de garantie

17.8.1 Conditions générales

Conformément aux articles L 2191-7 et R 2191-33 à 34 du code de la commande publique, il sera prélevé par fractions sur chaque versement autre qu'une avance, une retenue de garantie de 5 % (ou de 3% s'il s'agit d'une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R 2191-33) sur le montant initial modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande".

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

17.8.2 Substitution de garantie

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

17.8.3 Remboursement de la retenue de garantie

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

Article 18 - PENALITES

Le titulaire du marché a une obligation de résultat.

Les pénalités sont notifiées par tout moyen écrit (courriel, courrier...) permettant de donner une date certaine à la décision. Les pénalités seront retenues sur les factures à régler.

En cas de résiliation du marché, les pénalités de retard sont, le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation.

Par dérogation à l'article 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG travaux, toutes les pénalités sont cumulables et sans exonération. Il sera fait application, sans mise en demeure préalable, des pénalités suivantes :

- a) En cas de retard dans l'exécution des travaux, par dérogation aux articles 19.2.3 et 19.2.4 du CCAG travaux, il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris), une pénalité de 300 € HT par jour.
- b) Sous-traitance occulte :
Dans le cas où la pouvoir adjudicateur ou des personnes mandatées par lui, seraient amenées à constater la présence sur le chantier de personnels d'une entreprise en situation de sous-traitance occulte (non déclarée au maître de l'ouvrage ou non agréée par lui), l'entreprise titulaire du marché se verra appliquer une pénalité forfaitaire de 1500 € HT pour chaque infraction constatée.
- c) Pénalités d'absences aux réunions :
En cas d'absence à toute réunion, une pénalité de 80 € HT sera appliquée par absence constatée par le MOA.
- d) Pénalités pour non remise des documents d'exécution et des procès-verbaux des fournitures posées (exemple : PV portes coupe-feu) :
Le titulaire subira une pénalité journalière de 80 € HT pour non remise des documents.
- e) Pénalités en cas de dépôt de matériels, matériaux, terres et gravats en dehors des zones prescrites.
Le titulaire subira une pénalité égale à 100 € HT par jour franc.
- f) Pénalités en cas de retard dans le nettoyage du chantier.
Le titulaire subira une pénalité égale à 150 € HT par jour franc.
- g) Pénalités en cas non-respect des obligations environnementales.
Le titulaire subira une pénalité égale à 150 € HT forfaitaire par manquement.

Par dérogation de l'article 19.2.1 les pénalités sont applicables dès le premier euro.

19.1 ORGANISATION

Les candidats devront obligatoirement être titulaires des certifications amiante en sous-section 4. Ces certifications devront être transmises au MOA, et MOE le cas échéant.

Les travaux sont exécutés par le Titulaire sous la direction du Maître d'ouvrage.

Une première réunion de chantier sera prévue, et la date de cette réunion sera communiquée à la notification du marché.

En cas d'indisponibilité, le Titulaire est autorisé à se faire représenter par une personne compétente, capable de prendre des décisions et d'engager l'entreprise.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

De plus, le Titulaire s'engage à communiquer à l'ensemble de son personnel les éléments de notre livret de sécurité qui lui sera remis lors de la notification et à le signer.

Le Titulaire communique directement à l'organisme:

- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier et les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.

19.2 SECURITE

A) Pour la coordination en matière de sécurité, l'opération est soumise aux obligations découlant de l'application de la loi 93.1418 du 31.12.93 et du décret 94.1159 du 26.12.94 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...) le coordonnateur SPS ou le maître d'ouvrage aura autorité pour prendre toutes mesures appropriées y compris pour faire interrompre les travaux.

Les frais qui pourraient en découler seront imputés à ou aux entreprises qui n'auraient pas respecté les prescriptions en matière de sécurité et de protection de la santé.

B) Plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS).

Ce document doit être établi par les entreprises intervenantes lors de la préparation de chantier et transmis au MOA, ou MOE le cas échéant et au CSPS.

19.3 ENTRETIEN

Pour le nettoyage du chantier :

- Chaque entreprise doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont elle est chargée ;
- Chaque entreprise à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'elle aura salies ou détériorées;

A la fin des travaux, dans le délai contractuel, l'entreprise devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

Article 20 - RECEPTION DES TRAVAUX ET GARANTIES

Les travaux de chaque bon de commande feront l'objet d'une réception de chantier.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est remis au maître d'ouvrage pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ultime sur les Ouvrages (DIUO), après chaque opération.

Le Titulaire du présent marché est soumis à trois types de garanties :

- La garantie de parfait achèvement ;
- La garantie de bon fonctionnement ;
- La garantie décennale.

Chaque délai de garantie commence à courir à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Article 21 - RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à effectuer les prestations dans les conditions fixées par le présent marché. Le Titulaire doit être en mesure en cas de litige de prouver que les opérations ont été effectuées selon les conditions fixées par le présent marché.

Le Titulaire est seul responsable des contraventions aux lois et règlements, et ne peut exercer aucun recours contre l'Organisme en cas de condamnation encourue par lui, ses préposés ou ses ouvriers. Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le personnel de l'entreprise titulaire du marché devra faire preuve de la plus grande correction et chaque salarié, pour des raisons de sécurité, doit impérativement se déplacer à l'intérieur des locaux des organismes avec un logo de son entreprise parfaitement visible et apposé sur son vêtement de travail dans tous les cas avec un badge d'accès délivré par l'UIOSS de la Marne.

Le prestataire sera responsable de ses agents en toutes circonstances et pour quelle que cause que ce soit. Il sera responsable des accidents survenus par le fait de son personnel, des dégâts produits à l'occasion de l'exécution des prestations.

Le prestataire devra :

- Respecter la législation du travail en vigueur pour le personnel qu'il emploie,
- Fournir la liste du personnel qui sera amené à travailler au titre du présent contrat,
- Doter le personnel d'exécution d'un vêtement de travail adapté à la prestation.
- Respecter les conditions d'accès et de stationnement sur le site de l'UIOSS et toutes consignes stipulées par l'UIOSS de la Marne.

En cas de dégradation, le titulaire devra indemniser l'UIOSS de la Marne, du montant des réparations.

Article 22 - OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du contrat a reçu communication des organismes à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir la confidentialité attachée à cette communication. Il ne doit divulguer aucune information qui résulte de l'exécution du contrat ou pourrait parvenir à sa connaissance à l'occasion de celui-ci.

Il doit sans délai, avertir les organismes de toute violation de l'obligation de confidentialité ci-dessus.

La responsabilité du titulaire peut être recherchée pénalement et civilement, en cas de manquement aux consignes de la part de son personnel en matière de contrôle d'entrées ou de sorties de personnes, ainsi qu'en matière de contrôle de sorties de documents de toute nature, objets, matériels ou marchandises par ces mêmes personnes.

Elle peut être également recherchée en cas de dissimulation, d'appréhension, de détournement ou dissipation de toute information.

Les fichiers échangés entre l'organisme et le titulaire ne peuvent être utilisés par le titulaire que pour les traitements prévus au présent contrat. Le titulaire s'engage à respecter l'acte de confidentialité présent dans le dossier de consultation.

Le titulaire est tenu au respect de la loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, il est tenu à prendre toutes précautions afin de préserver la sécurité des informations contenues dans les fichiers ainsi échangés et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non habilités.

Le titulaire notifie à l'organisme toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 3 heures après en avoir pris connaissance. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'organisme, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Les fichiers fournis au titulaire comportent des informations nominatives. Leur utilisation est soumise au secret professionnel (article 226-13 du code pénal).

Les informations transmises sont strictement confidentielles.

Le titulaire s'engage notamment :

- A ne pas utiliser les documents ainsi que les informations transmises par l'organisme à d'autres fins que celles spécifiées dans le contrat, notamment l'utilisation des données à des fins commerciales,
- A ne pas communiquer les documents et informations à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en avoir connaissance. L'organisme peut seul désigner ces personnes,
- A respecter le secret des documents et informations traités, et à prendre toutes les dispositions nécessaires en vue de faire respecter ce caractère confidentiel,
- A ne prendre aucune copie des informations transmises par l'organisme à des fins autres que celles nécessitées par le traitement des opérations.

Article 23 - ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, l'entrepreneur ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, avant la notification du marché et dans un délai qui ne pourra être fixé en deçà **de 3 jours** à compter de la demande du maître d'ouvrage, qu'ils sont titulaires :

- D'une assurance responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages de toute nature (corporels, matériels et immatériels) causés par l'exécution des travaux. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;
- D'une assurance responsabilité civile décennale au titre de l'article L241-1 du code des assurances. Cette attestation doit préciser le montant plafond des garanties, la ou les franchises ;
- D'une assurance de dommages aux biens meubles de toute nature contre le vol, l'incendie et les dégâts des eaux, garantissant les ouvrages et matériaux approvisionnés, sans aucune franchise ;
- D'une assurance de responsabilité biennale ;

- D'une assurance Responsabilité Civile Professionnelle aux tiers et aux existants ;

par une attestation délivrée par la compagnie d'assurance.

La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. L'entrepreneur fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourra avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que l'entrepreneur a réglé les primes afférentes aux polices mentionnées ci-dessus.

En cas de chantier d'une durée supérieure à 12 mois, l'entreprise remettra une nouvelle attestation au cours du treizième mois.

Par ailleurs, en application de l'article 8.2 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage précise qu'il a contracté ou qu'il contractera les assurances suivantes :

- Responsabilité civile.

Article 24 - RESILIATION DU MARCHE

Il sera fait application des dispositions du CCAG Travaux, sauf l'article 50.2.1 et 50.4, sous réserve des précisions suivantes :

24.1 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- décès ou incapacité civile,
- sauvegarde ou redressement judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 622-13 du code de commerce et si l'administrateur communique, dans les délais prévus par l'instruction n° 12-005-MO du 26 janvier 2012, en réponse à la mise en demeure adressée par le pouvoir adjudicateur, le refus de poursuivre l'exécution du contrat.
- liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par l'article L 641-11-1 du code de commerce,
- incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

En cas de procédure de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le maître d'œuvre est tenu d'un devoir de conseil à l'égard du maître d'ouvrage.

24.2 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, notamment lorsque :

- le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement a fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'œuvre. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

24.3 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure

Le maître de l'ouvrage peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 23.2 du présent CCP, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration produite en application de l'article R 2143-3 du code de la commande publique a été reconnue inexacte.

Article 25 - ENVIRONNEMENT - DEVELOPPEMENT DURABLE

Le titulaire du marché est soumis aux obligations environnementales suivantes : Elimination des déchets de chantiers issus des travaux objets du présent marché, soumis à l'obligation de prévention et de réduction prévue par le Code de l'Environnement, conformément aux stipulations de l'article 20.2.1 du CCAG travaux, ces obligations doivent être vérifiables, selon des méthodes objectives, et faire l'objet d'un contrôle effectif.

Cette clause sera appliquée par la mise en œuvre d'un plan d'organisation et la gestion du tri des déchets de chantier.

Le soumissionnaire aura la charge au stade de la remise des offres de fournir à l'appui de son offre une note exposant l'organisation et la gestion du tri des déchets de chantier dont le contenu est exposé à l'article 8.1 du Règlement de la Consultation. Elle constituera les dispositions préparatoires qui seront à compléter et ou modifier avec les informations transmises à l'issue de la réunion de préparation.

Pendant la période de préparation, les titulaires auront la charge de présenter au VISA du maître d'œuvre un plan d'organisation et de gestion des déchets, effectuée sur la base de la note transmise à la remise des offres, prenant en compte les informations supplémentaires obtenues lors de la réunion préparatoire afin de confirmer, infirmer ou éventuellement amender les dispositions préparatoires.

Les titulaires s'engagent dès la remise des offres sur les mesures et engagements contenus dans la note, ils pourront toutefois faire l'objet de mise(s) à jour(s) éventuelle(s) en fonction des informations transmises lors de la période de préparation.

Lors de l'établissement du Décompte Général, les titulaires devront transmettre au maître d'ouvrage ou maître d'œuvre le cas échéant, l'intégralité des bordereaux de suivi d'élimination des déchets.

En cas de non-respect de ces obligations, le titulaire se voit appliquer pour chaque manquement, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité forfaitaire de 150 €.

En cas de non-fourniture des bordereaux de suivi, au maître d'œuvre, lors de l'établissement du Décompte Général, les titulaires concernés se verront appliquer une réfaction correspondant aux sommes issues des estimations transmises dans le Dossier de Consultation des Entreprises, selon la nature des déchets concernés.

Pour les déchets dangereux, type amiante, l'usage d'un bordereau de suivi conforme à la réglementation en vigueur est obligatoire (bordereau de suivi de déchet amiante).

Article 26 - RÈGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, le droit français est le seul applicable et les tribunaux français sont seuls compétents.

Instances chargées des procédures de recours

- Le tribunal compétent dans le cadre des recours lors de la passation des marchés est le :
TGI de LILLE
13 Avenue du Peuple Belge
BP 729
59034 Lille
- Pour les litiges nés à l'occasion de l'exécution des marchés publics, le tribunal compétent est le :
TGI de Reims
1 Place Myron Herrick
51095 Reims

Ceci n'exclut pas la possibilité, pour le titulaire ou pour le pouvoir adjudicateur, de saisine du Comité Consultatif de Règlement Amiable des Litiges.

Organe chargé des procédures de médiation

Le Comité consultatif de règlement amiable des différends ou de litiges (CCRA) compétent pour la Marne : Préfecture de Meurthe-et-Moselle, 1, rue du Préfet Claude Erignac, 54038 NANCY, Tél : 03.83.34.25.65

Le Médiateur des entreprises :

<http://economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Article 27 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

ARTICLE CCP	DÉROGATION AU CCAG Travaux 2021
2	4.1
18	14.1.2 et 14.1.3
18	19.2.3 et 19.2.4
18	19.2.1
23	8.1.3

Reims, le

06/02/2025

La Personne représentant le Pouvoir Adjudicateur

La Directrice de l'UIOSS de la Marne,


Sandrine LORNE

